

# LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## GAMBETTA FONDATEUR

### REDACTION ET ADMINISTRATION

53, RUE DE LA CHAUSSEE-D'ANTIN, 53

#### ABONNEMENTS :

Paris, Trois mois, 15 fr. Six mois, 28 fr. Un an, 52 fr.  
Départements... Trois mois, 16 fr. Six mois, 32 fr. Un an, 64 fr.

DIRECTEUR POLITIQUE : JOSEPH REINACH

Les abonnements partent des 1<sup>er</sup> et 16 de chaque mois

#### ANNONCES

CHEZ MM. CH. LAORANGE, CERF ET C<sup>o</sup>

6, PLACE DE LA BOURSE, 6  
ET AUX BUREAUX DU JOURNAL

Joindre aux réclamations la dernière bande imprimée

### AVIS AUX ABONNÉS

Nous prions ceux de nos lecteurs dont l'abonnement expire le 15 août de vouloir bien le renouveler sans retard, pour éviter toute interruption dans l'envoi du journal.

L'abonnement est payable d'avance en un mandat sur la poste ou en un chèque à vue sur Paris, à l'ordre de l'Administrateur.

### SOMMAIRE

LE CENTENAIRE : H. Depasse.  
L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DES JEUNES FILLES : Gabriel Compagné.  
L'ENTENTE FRANCO-RUSSE.  
COURRIER DE PARIS : Emmanuel Arène.  
LETTRES DU JOUR.  
AU JOUR LE JOUR. — Échos et Nouvelles.  
FEUILLETON : Le Millionnaire : Saint-Jurs.

### LE CENTENAIRE

Il a passé modestement et sans bruit, cet arrêté du 4 août par lequel on a entendu organiser des congrès et conférences à l'Exposition universelle de 1889. C'est pourtant le seul effort qui ait été fait jusqu'à cette date pour préparer, à côté de l'exposition des produits, la manifestation des idées. C'est le bien et unique, bien légitime, bien incomplet, — oserai-je dire bien servile? — du gouvernement de la République pour faire quelque chose qui ressemble à une célébration intellectuelle de notre centenaire.

La tour Eiffel, avant qu'elle soit de terre, et dès le premier jour qu'on en a parlé, a tout couvert de son ombre. Arts, sciences, enseignement, économie sociale ne semblent destinés qu'à végéter aux pieds du colosse; tout a été rejeté à l'arrière-plan, et la célébration morale de la plus glorieuse de nos fêtes et même le grand marché de l'industrie et du commerce. Le « clou » monstrueux a enfoncé sous son poids les produits et les idées.

L'approche du Centenaire de 1789 devait éveiller dans notre pays des besoins nouveaux qui ne peuvent plus se passer d'aliments: c'était à prévoir, et il n'est pas un esprit politique qui ne l'ait prévu. La plus belle tour du monde ne peut donner que ce qu'elle a, et c'est peu. Le Centenaire devait appeler plusieurs années à l'avance des réminiscences, des comparaisons: faire naître un vif et profond désir de célébrer par des réjouissances nationales et par des manifestations artistiques l'anniversaire de la fondation de nos libertés. La mémoire des hommes qui y ont pris part; provoquer entre les citoyens un vaste échange d'idées, de vues politiques et sociales sur les destinées de la patrie française. Le courant a commencé à se produire et il ira en augmentant. Il est naturel et légitime. On serait aristotélicien et confus s'il ne se produisait point. Il indique que ce peuple vit, respire, que son cœur bat toujours; qu'il sent quelque chose de grand et de noble qui remue en lui au retour des dates célèbres; que la sève morte encore dans le chêne gaulois, éternellement vert sous les frimas et les coups de l'aquilon.

Si nous avons été plus heureux, nul doute que les manifestations de la conscience nationale n'eussent pris un tour bien autrement vif et brillant. La célébration de notre Centenaire ne sera pas ce qu'elle aurait été dans une période de gloire militaire et de richesse industrielle et agricole. Nos meilleurs sentiments se heurtent dans leur expression spontanée à des obstacles qui les font se replier sur eux-mêmes. Tel qu'il est, pourtant, le courant est visible, il grossira; c'est une force qu'il faut accueillir avec une joie patriotique, qu'il faut utiliser, et qui peut être féconde, si nous le voulons.

On a blâmé — combien justement! — cette délibération incohérente, illégitime, d'ailleurs inapplicable, du conseil municipal de Paris, visant à réunir, sous son patronage et sa haute direction, un congrès des communes de France. Nous avons été des premiers à déclarer que le conseil avait ce jour-là méconnu son caractère municipal et blessé quelques-unes des notions les plus essentielles qui nous viennent de la Révolution de 1789. Il n'en est pas moins vrai que cette idée de congrès est née du besoin dont nous parlons et qu'en même temps elle y répond. Le conseil municipal, avide de se signaler, à raison ou à tort, et de recueillir, sans trop de discernement, les bruits mauvais ou bons de la rue, ne s'est-il pas tourné depuis déjà longtemps vers ce côté tout moral, intellectuel, artistique, social, de notre centenaire? Il l'a fait avec cette hâte, ce manque de mesure, peut-être, qui est dans son tempérament; mais ses votes dans ce sens n'ont pourtant point été à blâmer. Il a soutenu avec énergie, et dans un esprit de large union républicaine et démocratique, l'idée d'élever un monument en l'honneur de la Révolution. Il a voté de premiers subsides et, quand il a exprimé au précédent ministère le désir de voir le gouvernement lui-même inviter les communes de France à concourir de leurs deniers à la construction du monument national, on n'a pas pu dire que sa délibération violait les lois et que son vœu manquait de patriotisme. Il a décidé la publication à bon marché d'un plan authentique de Paris en 1789. Il a constitué une importante commission d'histoire, chargée de rechercher dans nos archives les documents rares ou inédits sur la période de 1789. Une douzaine de volumes, confiés à des hommes d'une autorité incontestable, sont déjà votés et commencés. Qu'est-ce que tout cela? C'est bien peu; c'est autant qu'un conseil municipal pouvait faire avec ses ressources propres. C'est en tout cas l'expression honorable de ce désir, de ce besoin que nous ressentons de célébrer notre anniversaire par autre chose que des expositions de produits; de le fêter par des sentiments et des idées, par des recherches scientifiques, par des formes de l'art, par des livres, par des manifestations pures et désintéressées de la conscience nationale.

Tout ce que notre Centenaire, si intéressant, ne peut avoir sa vraie valeur et sa physionomie nationale que si le gouvernement de la République la prend en main. Il n'est que temps. La première commission d'initiative, qui avait élaboré un plan d'Exposition universelle en 1885, avait voulu donner à l'idée de congrès l'éclat et l'éclat qu'elle méritait d'avoir dans une grande démocratie libre. Cette commission ne mettait pas les congrès seulement dans les annexes de l'Exposition et pour la courte période de sa durée, en milieu de fêtes plus bruyantes et des concours des marchands du monde entier. Elle voulait des congrès périodiques, internationaux, se succédant pendant plusieurs années avant l'ouverture du marché universel. C'était une préparation excellente, très judicieuse, très politique, de l'Exposition elle-même. C'était aussi le moyen d'avoir des congrès et des conférences qui produiraient des résultats sérieux.

Il nous reste encore près de deux ans: n'en ferons-nous rien? Laissons-nous improductive cette période d'attente? La livrerons-nous tout entière aux concurrences des groupes ou des partis, aux fantaisies de l'initiative individuelle ou municipale? Le gouvernement a des devoirs à remplir à l'égard du Centenaire de 1789; nous n'avons pas à les lui indiquer. Il y a dans le gouvernement de la République, nous le savons, des vues assez hautes, une intelligence assez profonde de l'histoire et des destinées de la France, pour qu'il comprenne ici tout son rôle et qu'il soit prêt à le tenir.

H. DEPASSE.

### BOURSE DE PARIS

Coture	le 12	le 13	HAUSSE	BAISSE
3 0/0 :	Comptant, 81 47 1/2	81 50	2 1/2	...
Fin cour.	81 12 1/2	81 50	37 1/2	...
3 0/0 amortissable :	Comptant, 84 15	84 15	...	...
Fin cour.	...	...	...	...
4 1/2 0/0 (ancien) :	Comptant, 105 30	105 30	...	...
4 1/2 0/0 (nouveau) :	Comptant, 108 30	108 30	...	...
Fin cour.	108 35	108 30	5	...

### DERNIERE HEURE

(Dépêches de nos correspondants particuliers)

#### LA QUESTION BULGARE ET L'OPINION A VIENNE

Vienna, 13 août.

On commente beaucoup dans les cercles politiques l'abstention du corps consulaire de Routschouk à la réception qui a suivi l'arrivée du prince de Cobourg dans cette ville.

On considère ce fait comme une marque de déférence des puissances envers la Russie et comme le signe certain que le règne du prince de Cobourg ne sera pas long.

Ainsi s'explique la réapparition du bruit d'après lequel le prince, aussitôt après avoir prêté serment et constitué un ministère, quitterait la Bulgarie et retournerait attendre à Ebenthal l'acceptation ou le refus définitif des puissances.

#### UN RESCIT DE L'EMPEREUR GUILLAUME

Berlin, 13 août, 9 h. 13 soir.

Dans un ordre du jour à l'armée, publié par le Reichsanzeiger, l'empereur Guillaume annonce qu'en commémoration des inoubliables journées de Gravelotte et de Saint-Privat, il remettra lui-même à Potsdam, le 18 août, leurs drapeaux aux nouveaux régiments et bataillons dont la création a été récemment autorisée par le Reichstag.

#### L'ENTREVUE DES DEUX CHANCELIERS

Vienna, 13 août.

Le Fremdenblatt, organe du ministère des affaires étrangères, confirme la nouvelle de la prochaine entrevue du comte Kalnoky avec le prince de Bismarck, que je vous ai télégraphié hier.

Le Fremdenblatt ajoute qu'on ne connaît pas encore le lieu de la rencontre. Cependant, au Ballplatz, on dit tout haut que ce sera à Kissingen, comme les années précédentes.

#### LE MARIAGE DU TSAREVITCH

Saint-Petersbourg, 13 août.

Il n'y a rien de vrai dans la nouvelle répandue par certains journaux étrangers qu'un projet de mariage existait entre le tsarévitch et l'archiduchesse Marie-Victoire, fille de l'empereur d'Autriche.

Sans parler des raisons politiques, la différence de religion suffit seule à rendre invraisemblable un pareil projet.

#### LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'ITALIE

Rome, 13 août.

On croit que M. Nigra, de nouveau sollicité par M. Crispi, reviendra sur son refus d'accepter le ministère des affaires étrangères.

(Dépêches Havas)

#### LE PRINCE DE COBOURG EN BULGARIE

En descendant le Danube

Routschouk, 12 août, 10 h. s.

Le prince de Cobourg est arrivé à six heures du matin à Lon-Palanka. La population était accourue sur les rives, mais le bateau princier ne s'est arrêté que quelques instants.

À neuf heures, le bateau était en vue de Rahova. Une foule immense, composée en partie de paysans venus des environs, a salué le prince de hurrahs nombreux.

Le prince, en petite tenue, avec casquette plate, est descendu un moment à terre. Le maire a répondu par un discours aux paroles du prince. Puis il est remonte sur l'orient qui a retourné la rampe vers Routschouk.

Les grands préparatifs avaient été faits dans cette ville pour le recevoir. On arrive en vue de la ville vers dix heures, après avoir passé devant quelques localités dont les habitants étaient accourus sur les bords du fleuve pour saluer le passage du bateau princier. La garnison est massée sur la place, une foule compacte couvre la rive; les maisons sont pavées; on entend que des hurrahs et des acclamations: « Vive la Bulgarie! vive le prince Ferdinand! »

Un arc de triomphe aux couleurs nationales est surmonté d'un portrait du prince avec une inscription en son honneur. Quand le prince part, les hurrahs redoublent. Après la présentation des autorités civiles, le clergé souhaite la bienvenue au prince. Celui-ci ne parvient que difficilement à traverser la foule qui l'acclame; il passe en revue le bataillon d'honneur et remonte à bord. Les délégations civiles et militaires défilent dans le salon du bateau.

Après quelques paroles du prince exprimant la certitude qu'il peut compter sur le dévouement de tous pour le bonheur de la Bulgarie, on redescend à terre pour se rendre à l'hôtel d'Islanban où la municipalité offre un banquet au prince.

Après dîner, les délégations civiles et militaires défilent dans le salon du bateau. Le prince répond en bulgare aux toasts qui lui sont portés.

La ville est illuminée; des lanternes avec des lanternes circulent sur le fleuve. Demain matin, on partira pour Sistova et on arrivera à cinq heures à Tirnova. Les députés se dirigent de tous côtés vers cette ville.

Dimanche aura lieu la présentation du prince à l'Assemblée et la prestation du serment. Les régents et les ministres donneront aussitôt leur démission. Un cabinet nouveau sera formé immédiatement; il sera présidé par M. Stamboulouf. Les élections prochaines, le prince formera un cabinet homogène, nuance Stamboulouf, sans éléments conservateurs et sans éléments Radoslavoff, afin de donner de la cohésion au nouveau gouvernement.

Une dépêche du prince Ferdinand au sultan a été remise aujourd'hui à Constantinople; elle exprime l'espoir que la Sublime-Porte adhèrerait au nouveau régime qui termine l'ère provisoire en Bulgarie.

Les consuls n'ont pas paru à l'arrivée du prince de Cobourg.

#### Avances à la Russie

Sofia, 13 août, midi.

A onze heures et demie a été célébré le Te Deum solennel, auquel assistaient les employés des diverses administrations, un détachement de soldats de tous les régiments de la garnison de Sofia, et une foule nombreuse, composée de gens de tous les rangs.

Mgr Clément, après la lecture de la proclamation, a prononcé un discours dans lequel il a dit que tous les partis devaient se rattacher au prince que les Bulgares ont l'honneur d'avoir, dans l'espoir qu'il saura faire sortir le pays de la crise actuelle et qu'il arrivera à rétablir les bonnes relations entre la Russie libératrice et le peuple bulgare.

#### Départ de Riza-Bey

Sofia, 13 août.

Riza-Bey, ex-commissaire ottoman, est parti ce matin pour Constantinople. On lui a remis son secrétaire, chargé des affaires courantes.

Avant de partir, il a informé les ministres que son remplaçant, Artin-Effendi, sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, ne tarderait pas à arriver à Sofia.

#### France et Espagne

Saint-Sébastien, 13 août.

La reine régente d'Espagne est arrivée aujourd'hui à Saint-Sébastien. Elle a été reçue par les autorités qui lui ont présenté leurs félicitations de bienvenue.

Le général Cornal, commandant le 18<sup>e</sup> corps d'armée, s'est rendu à la gare. La reine lui a adressé quelques paroles auxquelles le général a répondu par l'allocution suivante :

Madame.

Monsieur le président de la République a bien voulu me désigner pour venir complimenter Votre Majesté et Sa Majesté le roi d'Espagne à l'occasion de votre arrivée à la frontière; j'ai l'honneur d'acquiescer à cette haute mission en apportant à Votre Majesté les vœux les plus sincères de la nation française et du gouverne-

ment de la République pour le bonheur de la famille royale, pour la prospérité du peuple espagnol et pour le maintien des excellentes relations qui existent entre les deux pays.

La reine, très émue, a remercié le général Cornal et l'a chargé d'exprimer au président de la République ses meilleurs sentiments; elle s'est félicitée d'être saluée par un général dont les mérites lui sont connus.

Le général a ensuite présenté à la reine le commandant et les officiers du cuirassé français *Tocan*.

La reine, après avoir assisté à un Te Deum, a fait appeler le général Cornal au château d'Ayete pour lui demander si son séjour à Saint-Sébastien était limité.

Le général a répondu qu'il était absolument aux ordres de la reine.

Dans l'entourage royal, on a beaucoup remarqué l'accueil si bienveillant fait à l'envoyé de la République française.

#### M. de Bismarck à Kissingen

Berlin, 13 août.

Le prince de Bismarck est arrivé ce soir à Kissingen.

#### A Wissembourg

Wissembourg, 13 août.

800 Saxons, membre de l'Union militaire, sont venus visiter le champ de bataille. Ils ont déposé des couronnes sur la tombe des soldats morts en 1870.

Ils visiteront, ces jours-ci, les autres champs de bataille d'Alsace-Lorraine.

### L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DES JEUNES FILLES

L'annonce de l'ouverture de quelques nouveaux collèges ou lycées de jeunes filles met hors des gonds les journaux des congrégations. Le *Figaro* lui-même, dévot à ses heures, se voit la face à l'idée que Paris possède déjà le lycée Fécamp, avec ses 359 élèves, et qu'on va ouvrir, à la rentrée prochaine, le lycée Racine, rue du Rocher, sans compter un autre lycée encore dont on prépare l'installation à Passy, rue du Ranclagh, pour le mois d'octobre 1888.

Le rédacteur du *Figaro*, qui paraît avoir des raisons personnelles pour n'être l'ami ni de l'enseignement secondaire des garçons ni de celui des filles, se plaint, en son langage, de ces boureaux, de ces empoussières du sexe faible qui ont conçu le rêve sacrilège d'instruire les femmes, et de leur apprendre la grammaire et le reste, et qui « dans ce but, dit-il, leur donnent la même instruction que les jeunes gens. » Et il conclut en déclarant qu'il aimerait mieux voir sa fille balayée des rues qu'élevée d'un lycée de jeunes filles.

Nous n'en avons donc pas fini avec ces sortes de préjugés qui condamnent la femme à l'ignorance et qui veulent qu'elle perde sa grâce et ses vertus du jour où elle acquiert quelque instruction!

Les destructeurs de nos lycées de filles semblent d'ailleurs hésiter entre deux griefs absolument contradictoires, et cette contradiction même suffirait à en prouver l'inautilité. D'après les uns, l'éducation nouvelle serait des pédantes insupportables, toujours fourrées dans leurs livres, ensevelies dans leur science, en oubliant les devoirs élémentaires de la société et même le soin de leur personne, des savantes aux cheveux ébouriffés, « aux ongles noirs... » D'après les autres, le type de nos lycéennes serait tout différent: des coquettes, des babillardes évaporées, ne songeant qu'à éblouir le monde, dédaignant au point de faire concurrence dans leurs propos et peut-être dans leurs actes aux plus débauchées de nos collégiennes...

Il faudrait pourtant s'entendre: on comprend mal que la même éducation mérite à la fois des reproches aussi contraires, et que les élèves de notre Université féminine puissent en même temps renouveler et annuler les défauts de Mme Daquier et de Mme d'Épinay.

Et de fait elles ne sont ni l'une ni l'autre. Une femme peut avoir « des clartés de tout » sans cesser d'être modeste et retenue; et elle sera d'autant plus aimable qu'elle joindra à sa grâce naturelle un fonds solide d'instruction. Il ne s'agit de faire ni des académiciennes, ni des aventurières, mais des Françaises intelligentes, qui puissent être associées par la communauté des études aux occupations et aux travaux de leurs maris, qui soient en état d'élever leurs enfants, d'en être les institutrices pendant les premières années, et plus tard les répétitrices. C'est pure plaisanterie de dire que l'instruction des femmes aura pour résultat de troubler les ménages, et que les maris s'aviseront d'aller chercher des distractions au dehors, du jour où ils trouveront la science assise à leur foyer. Comme si le mal dont on se plaint, et qui n'est pas, que je sache, contemporain de la création des lycées de filles, n'avait pas au contraire trop souvent pour cause l'inégalité intellectuelle des deux conjoints l'ennemi et le défaut d'harmonie qui naissent d'une différence trop marquée dans les préoccupations et dans les goûts.

Oubliet-on d'ailleurs que l'idée de l'enseignement secondaire des jeunes filles date tout au moins du ministère de M. Duruy, et que l'honneur n'en revient pas tout entier aux prétendus sectaires de la République? M. Camille Sée n'a été que le continuateur heureux et

persévérant d'un ministre du second Empire.

Ce qui nous rassure d'ailleurs, c'est que malgré les colères, malgré l'opposition intéressée des amis des convents, l'institution nouvelle prospère merveilleusement. Il ne peut être question, sur ce terrain, de crier à la tyrannie. L'obligation n'existe pas comme pour l'enseignement primaire. C'est à un mouvement tout spontané des familles, c'est au sacrifice volontaire des communes qu'est dû l'accroissement rapide soit du nombre des établissements, soit du nombre des élèves. En 1881-82, la population scolaire, dans les collèges et lycées alors existants, n'était que de 112 élèves; en novembre 1886, elle atteignait le chiffre de 4,967; et à l'heure actuelle elle doit dépasser sensiblement 5,000. D'autre part, 70 cours secondaires, qui sont autant de collèges en voie de formation, sont fréquentés aussi par près de 5,000 jeunes filles.

Il faut donc que nos adversaires en prennent leur parti. L'enseignement secondaire des filles est fondé et il vivra. Ce qu'il faut lui souhaiter, par exemple, c'est qu'il profite précisément de la nouveauté de l'institution, pour ne pas lui imposer des règles trop uniformes. Ailleurs, dans les lycées de garçons, par exemple, la tradition fait de l'uniformité une loi; ici, sur un terrain nouveau, on peut innover librement. Comme le dit M. Girard: « Les cours secondaires de jeunes filles n'ont pas une organisation identique partout. C'est la marque d'une intelligente accommodation aux besoins, et par suite une force... »

Ce qu'il faut souhaiter aussi, c'est que la proportion des professeurs-hommes, qui pour les lycées et collèges est encore de 138 sur le total de 710 maîtres ou maîtresses, diminue de plus en plus. Ce sera d'ailleurs la conséquence naturelle des progrès qui s'accomplissent tous les jours dans l'éducation des femmes, et des efforts qui se continuent à l'École normale de Sévres. Espérons aussi que l'Internat ne se développera pas avec excès; à la date du 6 novembre 1886, les 4,967 élèves des lycées et collèges comprenaient 3,660 externes, 402 demi-pensionnaires et 905 internes. Qu'on reste, s'il est possible, dans cette mesure.

GABRIEL COMPAGNÉ.

### L'ENTENTE FRANCO-RUSSE

Le *Novy*, organe de la chancellerie russe, publie l'article suivant :

Dans les démonstrations de sympathie pour la Russie qui se sont produites en France à l'occasion de la mort de Kallof, il est impossible de ne pas remarquer ce fait, que les promoteurs de ces manifestations appartenaient au parti républicain avancé ou parti de l'opposition radicale. De là une sorte d'équivoque, un malentendu si l'on veut, que nous tenons à dissiper.

Nous voudrions le faire sans froisser personne; que l'on soit la provocation, les témoignages sympathiques, en tant que sincères et sans arrière-pensée, méritent l'accueil de celui qui en est l'objet. Mais sous le bénéfice de cette observation nous estimons qu'il aurait inconvénient à ne pas tirer au clair une situation qui, au premier abord, a quelque chose de paradoxal.

Le résultat du fait que nous avons signalé plus haut et d'autres du même ordre, cette impression que les partis antiministériels, celui de la « revanche » en tête, auraient une tendance à monopoliser à leur profit et, par suite, au détriment du gouvernement, l'élan de sympathies russes qui existe incontestablement chez le peuple français. Prenons, par exemple, la personnalité qui s'est le plus mise en avant lors du décès de Kallof; M. Déroulède a été récemment le héros d'une manifestation antigouvernementale de nature à créer de sérieux dangers au point de vue de la politique intérieure comme de la politique extérieure de son pays.

S'il apparaissait le moins du monde que c'est à titre d'homme de parti qu'il a saisi l'occasion de la mort de l'illustre patriote moscovite pour se livrer vers la Russie, il résulterait de cette démarche une compromission que le gouvernement russe ne saurait accepter.

La Russie s'est toujours, défendue expressément de s'immiscer dans les affaires intérieures de la France comme de tout autre Etat. Autant que jamais elle a eu à cœur d'observer cette réserve. Si toutefois, par l'effet de sympathies qui lui accorde la nation française, son opinion bienveillante et désintéressée était de quelque poids auprès de celle-ci et qu'on pût à ce propos parler d'appui moral, cet appui — nous le déclarons franchement — est acquis au gouvernement français. Tel qu'il est actuellement constitué, c'est-à-dire composé de partisans de la République ouverte et modérée, qui travaillent dignement et pacifiquement à maintenir la France au rang qu'elle doit occuper dans l'équilibre européen.

C'est avec ce gouvernement qu'à tous les titres on pu s'établir, de la part de la Russie, les relations amicales et l'entente parfaite qui régnaient aujourd'hui. Il est évident que la Russie ne saurait étendre ces sentiments à ceux qui, dans la lutte des partis, sont les ennemis acharnés du ministère Rouvier-Flourens et cherchent à le renverser.

D'ailleurs la Russie, pays d'ordre et de discipline, peut seulement préférer

avec ce qui ne porte pas atteinte à ces principes nécessaires de toute société régulière et de tout développement normal.

### NOUVELLES

#### POLITIQUES ET PARLEMENTAIRES

##### Conseil de cabinet

Les ministres se sont réunis hier matin au ministère des finances, sous la présidence de M. Rouvier.

La séance, qui a été très courte, a été exclusivement consacrée à l'expédition des affaires courantes.

M. Flourens, ministre des affaires étrangères, et Harbey, ministre de la marine, n'assistaient pas au conseil.

A propos du déplacement de l'évêque de Châteauneuf

Ainsi que nous l'avons annoncé déjà, l'abbé Guillaud n'occupera pas la cure de Châteauneuf et cette affaire doit être considérée comme absolument terminée.

Un journal du matin assure à ce propos que cette satisfaction donnée par l'évêque de Grenoble aux légitimes remontrances du ministre des cultes n'aurait été obtenue qu'au prix du déplacement de M. Massat, préfet de l'Isère.

Les protestations et le langage de la presse réactionnaire des Côtes-du-Nord, où M. Massat a été envoyé, répètent aussi échoquement pour qu'il soit nécessaire de démentir cette assertion.

##### Le régime des alcools

M. Rouvier, ministre des finances, va prochainement nommer une commission qui sera chargée de l'examen de toutes les questions se référant au régime général des alcools.

Ajoutons à ce propos que M. Catusse, directeur général des contributions indirectes, va partir en Allemagne pour étudier cette question.

### COURRIER DE PARIS

LE MORT D'HIER. — ACTEUR ET ACTRICE. — UN COEUR DE FEMME. — SOUVENIR DE 1870. — UN LAITRE. — ENTRE AMIS.

Ce pauvre et charmant Hennequin, qui vient de mourir, aura été, jusqu'au bout, poursuivi par la malchance. On l'a entraîné loin de Paris, à une époque de l'année où tout le monde est dispersé, et beaucoup, parmi ses meilleurs amis, n'ont pas pu suivre son convoi. On y était très peu nombreux, mais il n'y avait pas de gens qui n'aient été des assistants. Ce n'est pas qu'Hennequin manquât d'amis; il n'avait pas d'ennemis; mais tous, en son jour de prospérité, serviable et bon. Les malheurs, en fondant sur lui coup sur coup, avaient assurément altéré sa bonne humeur, ils avaient frappé son moral, mais sans altérer son caractère. Bientôt, on lui si court espace de temps, un homme aura été aussi éprouvé que le fut Hennequin. Il avait perdu sa mère, puis sa femme, et lui-même était devenu aveugle; en quelques mois, toute la gaieté de cette saison s'était évaporée, si cordialement hospitalier, s'en était allée... Je ne puis songer sans tristesse à tant d'aimables souvenirs qui ne reviennent plus!

Hennequin était une de mes premières connaissances de Paris. C'était un méridional aussi, du midi de la Belgique, il est vrai, mais expansif et exubérant comme un Marseillais. Il était de Liège, je crois, ou de Mons, la tranquille petite ville où si souvent nous avons dû aller ensemble, et qu'il me donnait comme un faubourg de Paris avec les excellents amis et les charmantes femmes qu'on y rencontre. Quand je connus Hennequin, je commençais à faire un peu de journalisme au *NIX Siècle*; on m'avait confié la *Gazette des Tribunaux*, et le roi n'était pas mon cousin. Il ne l'est d'ailleurs pas devenu depuis. C'était alors une modeste maison que le *NIX Siècle*, avec Sarcely, Liebert, Fouquier, Latargue. About surtout qui remplissait la salle de rédaction de son esprit, de ses tours d'artifice toujours allumés.

Je le vois encore disant un soir à un petit rédacteur nouvellement entré au journal pour faire du reportage :

— C'est vous qui allez faire les faits divers, mon ami? — Soyez violent, c'est la seule manière d'arriver!

C'est au Palais que je connus Hennequin. Il y venait chercher un sujet de pièce, peut-être les germes de son *Princesse Vénitienne* dont le succès fut si éclatant. Un an nous présentait l'un à l'autre; lui comme Belge, moi comme Corse, nous avions le tutoiement facile. Rapidement nous fûmes bons amis, et il fut bientôt entendu que nous ferions la pièce ensemble.

Notre collaboration s'est